

Agence de Montauban
Zone Commerciale Albasud
1210 avenue de Toulouse
82000 MONTAUBAN
Tel 05 82 73 00 02
montauban@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.7.2

Mission(s)	
ATHAND, HAND, L (*), LE, SEI (*)	
Nos références	Date
820C2502 ¹ (820-C-2024-002M)	27/03/2025

FIGEAC RENOVATION ACCUEIL CPAM

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



Envoi	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU LOT - AYRAL Sonya - FULLER Owen - MARTINS CRISTINA - PUEL Isabelle	<i>Maître d'ouvrage</i>	sonia.ayral@assurance-maladie.fr / owen.fuller@assurance-maladie.fr / cristina.martins@assurance-maladie.fr / isabelle.puel@assurance-maladie.fr
Copie	IES - MALIQUE Alain	<i>Maître d'oeuvre</i>	alain.malique@ies-ingenierie.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Pierre-Géraud CELIER - Le vérificateur des installations électriques, Florian ROUGEMAILLE

Le chargé d'affaire,
Pierre-Géraud CELIER



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	10
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	12
VIII.4 - Classement et référentiel.....	20
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	22
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	27

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent document constitue notre rapport initial sur la base du dossier DCE du 21/03/2025

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°820-C-2024-002M et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Pierre-Géraud CELIER
Le vérificateur des installations électriques, Florian ROUGEMAILLE

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU LOT
238 RUE HAUTESSEIRE
46000 CAHORS

Maître d'oeuvre
IES
311 rue Hautesserre
46000 CAHORS

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Rénovation de l'accueil de la CPAM de Figeac

Adresse de l'opération :
CPAM Place du 12 Mai Cité administrative 46100 FIGEAC

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 14 semaines

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Dossier Autorisation de travaux - Date : Mars 2025 - Réception : 25/03/2025

Notices Sécurité et Accessibilité handicapée Phase Demande d'autorisation de travaux

- Plans architectes - Date : 21/03/2025 - Réception : 21/03/2025

Carnet de plans Etat des lieux / projet / démolition

- Descriptifs - Date : 21/03/2025 - Réception : 21/03/2025

CCTP du lot 1 à lot 6

- Plans fluides - Date : 21/03/2025 - Réception : 21/03/2025

Plan EL-CVC-PLO - 01 Ind 0: Plan electricité chauffage ventilation electricité

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Lot 5 - Electricité

- * - Eclairage de sécurité
Pour la télécommande de mise au repos, si les BAES créés ne sont pas compatibles avec la télécommande existante il convient de prévoir la création d'une télécommande pour les BAES créés.
1 bloc de balisage est à prévoir à la 2nd porte à manoeuvrer (à priori bloc sur entrée principale existant non modifié).
Il n'est pas exigible 1 BAES pour local archive et rgt par contre 1 BAES est à prévoir en dgt 1 pour expliciter la présence issue bout de couloir.
Box 1, le personnel depuis l'arrière doit manoeuvrer 2 portes pour attendre 1 dégagement balisé (via passage à travers local B2) / Box 2, le personnel doit manoeuvrer au moins 2 portes pour atteindre Dgt 1 via box 3.
Il convient de prévoir un balisage intermédiaire depuis l'arrière box pour atteindre un espace balisé (par exemple 1 BAES porte B2 vers attente et 1 BAES porte box 3 vers dégt pour toujours avoir à la 2nd porte manoeuvrée 1 balisage par BAES).
- * Le §5.5.1. du lot 5 précise que les travaux sont une modification de l'installation type 4 existante.
Vis à vis du plan électricité, il convient de s'assurer de l'audibilité du signal sonore sur l'ensemble RDC (y compris bureau B1 et B2).
A priori, 1 déclencheur manuel est pré-existant sur entrée principale. L'alarme unique avec déclencheur manuel en palier 1er étage est à nous confirmer ainsi que la présence d'au moins 1 diffuseur en étage

Lot 6 - Chauffage Ventilation Plomberie

- * Pour le ballon ECS de 50 ou 30 litres en rgt, l'installation dans le local rgt est admissible uniquement s'il est dédié qu'au vidoir installé en rgt (et non pour l'usage WC point d'eau des locaux contigu). Si ce point n'est pas respecté, il ne peut être implanté en local BE2

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Cloisons et plafonds

- Plafonds et flocage coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu

SSI

- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Mission sans objet: Existant non modifié Absence de travaux en clos couvert ou sur la structure du bâtiment

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	PM PM	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	SO	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	PM	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	PM	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	PM	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM PM PM	 A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique	SO	Absence de banque d'accueil
	2° Sécurité d'usage		
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	Plan 06 projet localisation revêtement sol : Travaux de sol limité aux espaces box
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	AF	
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	AF	Plan 03 projet: hauteur sous plafond de plus de 220 cm (coupe AA et BB)
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4	PM	
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	HM	Existant non modifié (absence d'intervention sur les menuiseries extérieures / niveau R+1 et escalier accès existant non modifié)
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	HM	Existant non modifié
	Repérage des parois vitrées	AF	bande de vitrophanie explicitée sur ensemble vitrée menuiserie intérieure au §2.4.3. lot 2
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance :	SO	
	Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage) ou norme NF P 98-351		
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	AF	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	HM	Existant non modifié Niveau R+1 hors opération
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	I. - Usage attendu		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
	Absence de gêne visuelle ou sonore	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	HM	Sol de l'entrée non modifié
	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	SO	
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	AF	Plafond généralisé en espace attente accueil en dalle 600x600 lot 03
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
	I. - Usage attendu		
	Repérage des portes vitrées	AF	cf avis article 6 pour les portes vitrées des box

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	Toutes portes manoeuvrables	AF	Avis limité aux travaux: Cas des 3 box aménagés
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	SO	
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile)	SO	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile)	AF	Porte de 90 cm vantail porte de chaque box
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AF	Sous réserve de prévoir en conséquence le mobilier intérieur de chaque box, l'aire de manoeuvre de porte est disponible de chaque côté des portes
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	SO	
	2° Atteinte et usage		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	HM	Existant non modifié
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	HM	Existant non modifié
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	AF	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	HM	Existant non modifié
	3° Sécurité d'usage		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	PM	
	Repérage des portes vitrées	AF	
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	Absence de banque ou guichet accueil
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Repérage		
	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	SO	
	Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	2° Atteinte et usage des équipements		
	Atteinte et usage des équipements électriques		
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	AF	Avis limité au box 1 pour la BIM
	Utilisation en position debout comme assis	AF	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle	SO	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour équipement nécessitant de voir, lire, entendre, parler	SO	
	Interrupteurs et boutons de commande (mis à disposition du public) à effleurement interdits	SO	
	Guichet d'information ou vente manuelle avec communication sonorisée : obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique avec pictogramme correspondant	AF	cf dispositif de type BIM pour le box 1 au §5.3.7. lot 5
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public	SO	
	Atteinte et usage des autres équipements manuels		
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	AF	Table de chaque box 1/2/3
	Utilisation en position debout comme assis	AF	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle	SO	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour équipement nécessitant de voir, lire, entendre, parler	SO	
	Hauteur 0,80 cm maxi avec vide de 30cm de profondeur X 60 cm de large et 70 cm de hauteur pour équipement nécessitant de lire, écrire , utiliser un clavier	AF	cf §2.7.1. lot 2
	Signalisation et information conforme à l'annexe 3	PM	
	Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané	PM	
	Boucle induction portative pour ERP 1ère et 2ème catégorie si plus de 3 salles de réunion sonorisées accueillant chacune plus de 50 personnes	SO	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	SO	
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	AF	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. - Usage attendu		
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français Sous-titrage en français activé sur téléviseurs dans lieux publics si fonctionnalité disponible Mise à disposition d'une notice dans lieux privés pour activer sous-titrage et audio-description	SO SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Cellule commerciale en R+1 à l'intérieur de l'ensemble immobilier "Cité Administrative".
Les travaux sont limités au recloisonnement du niveau RDC.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Comptage existant
- Equipement d'alarme / SSI : Alarme type 4 modifiée suivant nouvel cloisonnement
- Moyens d'extinction fixes : Existant non modifié
- Ventilation : travaux limité aux terminaux modifiés
- Chauffage : existant non modifié
- Stockage combustible : existant non modifié
- Désenfumage : existant non modifié
- Cuisson : existant non modifié
- Ascenseur : Sans Objet

Date d'application du référentiel réglementaire : 21/03/2025

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Effectif sous déclaration du maître d'ouvrage:

- public suivant W2 avec 15 personnes cumulées (2 public par bureau box et 7 personnes dans l'espace attente au niveau des places assises + 2 personnes attente debout - effectif déclaré supérieur au ratio surfacique car l'attente est de 37.79 m²)

- personnes cumulé 13 personnes (5 RDC et 7 étage)

Effectif du public : 13 personnes

Effectif du personnel : 15 personnes

Effectif public + personnel : 28 personnes

5ème catégorie de type M

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

A nous transmettre

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

A nous communiquer

Autres prescriptions particulières :

Néant

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	PM	Cellule "CPAM Figeac" sur 2 niveaux
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	PM	Cellule Commerciale : CPAM Figeac Tiers contigu et superposé formé par les autres cellules de la cité Administrative (configuration pré-existante)
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	PM	
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	A respecter par l'exploitant.
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	Vu l'absence d'intervention sur les menuiseries extérieures et en l'absence de travaux dans des espaces où un usager public peut être isolé, les dispositions d'application du GN8 sont existantes non modifiées.
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	PM	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	Les zones non modifiées par les travaux (par exemple 1er étage) ne sont pas examinées conformément au GN10. Nos avis sont limités aux zones de travaux suivant les dispositions du GN9
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.		
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	cf documents à transmettre
GN 14	Matériels du SSI	PM	cf documents à transmettre
GN 14	Matériels électriques	PM	cf documents à transmettre
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	cf documents à transmettre
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 2	Etablissements assujettis	PM	<p>Effectif sous déclaration du maître d'ouvrage:</p> <ul style="list-style-type: none"> - public suivant W2 avec 15 personnes cumulées (2 public par bureau box et 7 personnes dans l'espace attente au niveau des places assises + 2 personnes attente debout - effectif déclaré supérieur au ratio surfacique car l'attente est de 37.79 m²) - personnes cumulé 13 personnes (5 RDC et 7 étage)
PE 3	Calcul de l'effectif	AF	
PE 4	Vérifications techniques	PM	
Chapitre 2 - Règles Techniques			
Section I - Construction, Dégagements, Gaines			
PE 5	Structures	AF	Etablissement en R+1 avec plancher bas à moins de 8 m non soumis à SF / CF cf aggravation PE6
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	AF	<p>Dans la zone de travaux, il est présent au RDC un tiers superposé formé par la cellule tiers : cf plan repérage Plan 05 (bureau B1 et B2 + box 1 et box 2 avec tronçon attente associé).</p> <p>L'ossature est en béton armé (poteau / poutre) reconnu SF 1 heure par nature.</p> <p>Traitement CF 1 heure du plancher à entrevous séparatif entre tiers superposé (cf §3.2.4. lot 3)</p> <p>Desserte par voirie communale</p>
PE 7	Accès des secours	AF	<p>Travaux de recloisonnement avec modification au RDC: espace archives et rgt</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux réduisent les surfaces des locaux à risques pré-existant (cf plan démolition). <p>Les cloisons créées sont prévues CF 1 heure (§3.2.1. lot 3) avec porte CF 1/2 heure munie d'un ferme-porte (porte explicité sur plan MIN 04 mais explicité sur CCTP lot 2 en MIN 01 §2.4.1. lot 2) complété d'un plafond CF 1 heure généralisé au local (§3.2.3. lot 3)</p> <p>Des installations techniques sont existantes dans ces locaux comme : ballon ECS en rgt / baie informatique en archives.</p> <p>Les travaux ne modifient pas les localisation existantes. Vis à vis de la norme NF C - 15-100, ces équipements non modifiés ne sont pas examinés dans le cadre de notre mission.</p> <p>De plus, l'établissement accueille moins de 19 personnes public.</p> <p>Réglementairement, la définition des locaux à risques particuliers n'est pas imposée suivant le PE 2 §3</p>
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AF	
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	<p>Porte intérieure considérée décondamnée en exploitation par le personnel</p> <p>Etablissement avec 1 issue de 1UP par l'entrée principale + 1 issue considérée accessoire en issue couloir Dégagement contre box 3.</p> <p>Etage existant non modifié - modification travaux débouché pied d'escalier étage avec porte ouvrant dans le sens de sortie débouchant sur Dégagement 2 avec 1 porte vers accueil (issue normal) et 1 porte issue accessoire bout de couloir contre déga box 3.</p>
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités	PM	
PE11 §2	Portes	AF	
PE11 §3	Calcul des dégagements	AF	
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	AF	
PE11 §6	Escaliers encoisonnés	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 12	Conduits et gaines	AF	
	Section II - Aménagements Intérieurs		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	PM	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Plaque de plâtre peinte
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Dalle minérale
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Sol souple en PVC Bfl-s1 au §4.3.2. lot 4
AM 8	Produits d'isolation.	HM	Existant non modifié
	Section II - Eléments de Décoration		
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements	SO	
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.	SO	
	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	SO	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	SO	
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	SO	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.	PM	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	Mobilier (table) et Claustra bois formant cloison aménagement M3 par nature en attente
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Section III - Désenfumage		
PE 14	Désenfumage	SO	
	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration		
PE 15	Règles d'installation et dispositions générales	SO	
PE 16	Grandes cuisines	SO	
PE 17	Offices de remise en température	SO	
PE 18	Ilots de cuisson installés dans les salles	SO	
PE 19	Appareils installés dans les locaux accessibles ou non au public	SO	
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	PM	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	Travaux limité à modification réseau Ventilation simple flux (prévu en gaine MO au §6.4.2. lot 6)
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	AF	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	
Section VI - Installations Electriques			
PE 24	Installations électriques, éclairage	PM	Les travaux sont précisés suivant la NF C 15-100. Vis à vis des 2 locaux à risques particuliers (cf PE9), les baies informatiques et clim sont existante non modifiées. AS - Eclairage de sécurité Pour la télécommande de mise au repos, si les BAES créés ne sont pas compatibles avec la télécommande existante il convient de prévoir la création d'une télécommande pour les BAES créés. 1 bloc de balisage est à prévoir à la 2nd porte à manoeuvrer (à priori bloc sur entrée principale existant non modifié). Il n'est pas exigible 1 BAES pour local archive et rgt par contre 1 BAES est à prévoir en dgt 1 pour expliciter la présence issue bout de couloir. Box 1, le personnel depuis l'arrière doit manœuvrer 2 portes pour attendre 1 dégagement balisé (via passage à travers local B2) / Box 2, le personnel doit manœuvrer au moins 2 portes pour atteindre Dgt 1 via box 3. Il convient de prévoir un balisage intermédiaire depuis l'arrière box pour atteindre un espace balisé (par exemple 1 BAES porte B2 vers attente et 1 BAES porte box 3 vers dégt pour toujours avoir à la 2nd porte manoeuvrée 1 balisage par BAES). AS Pour le ballon ECS de 50 ou 30 litres en rgt, l'installation dans le local rgt est admissible uniquement s'il est dédié qu'au vidoir installé en rgt (et non pour l'usage WC point d'eau des locaux contigu). Si ce point n'est pas respecté, il ne peut être implanté en local BE2
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	SO	
Section VIII - Moyens de Secours			
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	HM	
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel	AF	
PE 27§2	Alarme	AS	
PE 27§3	Téléphone	AF	
PE27§4	Consignes	PM	
PE27§5	Instruction du personnel	HM	
PE27§6	Affichage des plans	HM	
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
NF P01-012 - 1988 - NF E85-015	Implantation et caractéristiques des garde-corps	HM	Existant non modifié
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes	HM	Existant non modifié
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts 	AF AF SO SO SO SO	Avis limité aux éléments vitrés des 3 box aménagé cf §2.4.3 lot 2 avec vitrage 44.2
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants	SO SO	
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Titre I		
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.